

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre

78, rue du Général Leclerc

94270 Le Kremlin-Bicêtre

Tél : 01 53 14 69 00

Tél : 01 53 14 69 99

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

N°25.091

Procédure : Appel d'offres ouvert

Objet : Le marché a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie et des locaux du Siège et ses annexes de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.

Date limite pour toute question : 16/06/2025

Date limite de remise des candidatures et des offres : 30 juin 2025 à 12:00

Ce document comprend 25 pages

Ce document comprend 3 annexes

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 1 sur 25

SOMMAIRE

1. Contenu du Marché.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Organisation de l'achat	4
1.2.1 Forme du marché	4
1.2.2 Allotissement.....	4
1.3 Durée	4
1.4 Prix.....	4
1.4.1 Forme des prix	4
1.4.2 Typologie des prix	5
1.4.3 Modalités essentielles de financement et de paiement	5
2. Modalités de la consultation.....	5
2.1 Choix de la procédure de passation	5
2.2 Date limite de remise des candidatures et des offres.....	5
2.3 Variante	5
2.4 Prestations supplémentaires éventuelles	5
2.5 Délai de validité des candidatures et des offres.....	5
2.6 Modification du dossier de consultation	5
2.7 Groupement de candidats.....	6
2.8 Sous-traitance	6
2.9 Visite des candidats.....	6
2.9.1 Modalités d'organisation de la visite.....	7
2.9.2 Questions pendant la visite.....	7
3. Constitution des dossiers de candidature et des dossiers d'offre	7
3.1 Conditions de langue	7
3.2 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :.....	7
3.2.1 Situation juridique	7
3.2.2 Capacité technique et professionnelle	7
3.3 Offre technique et financière	8
3.3.1 Documents obligatoires	8
3.3.2 Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP.....	9
3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées	9

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 2 sur 25

4. Conditions d’envoi et de remise des plis	11
5. Sélection des candidatures et analyse des offres	13
5.1 Sélection des candidatures.....	13
5.2 Analyse des offres	13
6. Notification des résultats.....	14
7. Avances	14
8. Constitution des catalogues – Dématérialisation des bons de commande	14
8.1 Organisation des catalogues :	14
8.2 Définition des rôles des intervenants :	15
8.3 Processus de création et de mise à jour du catalogue sur la plateforme de dématérialisation :.....	15
9. Voies de recours	15
10. Renseignements complémentaires	16

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 3 sur 25

1. Contenu du Marché

1.1 Objet

Le présent marché est un marché de Services courants.

Le marché a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie et des locaux du Siège de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris et ses annexes, nécessaires aux besoins de l'AP-HP.

Le détail des prestations faisant l'objet du marché est précisé dans le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé.

1.2 Organisation de l'achat

1.2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique

1.2.2 Allotissement

L'ensembles des prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé
Lot n° 01	Prestations de nettoyage des locaux du Siège et ses annexes
Lot n° 02	Prestations de nettoyage de la vitrerie du Siège et ses annexes

Présentation géographique des sites concernés :

Les services du SIEGE de l'AP-HP sont répartis sur différents sites dont :

- **Site 1** : Siège AP-HP – 55 boulevard Diderot 75012 Paris
- **Site 2** : Rothschild (DSN) - 27 rue Santerre - 75012 Paris
- **Site 3** : Campus Picpus - 27 rue Santerre - 75012 Paris
- **Site 4** : Bicêtre (DPC) - 78 Rue du Général Lederc - 94270 Le Kremlin-Bicêtre
- **Site 5** : FSM « Fossés St Marcel » - 10 rue des Fossés St Marcel - 75005 Paris
- **Site 6** : CSP « Centre des services partagés » - 32 rue Necker - 94220 Charenton
- **Site 7** : Charenton « Direction des Ressources du Siège » - 14 rue du port aux lions - 94220 Charenton
- **Site 8** : Bâtiment Steg - 8 rue Maria Hélène Vieira Da Silva - 75014 Paris
- **Site 9** : Saint Louis - 1 avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
- **Site 10** : Hôtel Dieu - 1 Parvis Notre-Dame - Pl. Jean-Paul II - 75004 Paris
- **Site 11** : La Collégiale - 14 rue Vésale - 75005 Paris
- **Site 12** : Groupe Pitié-Salpêtrière - 49-63 Boulevard de l'Hôpital - 75013 Paris
- **Site 13** : DRCI- 44 quai JEMMAPES- 75010 Paris

Les candidats peuvent soumissionner pour tout ou partie des lots.

Les offres des candidats sont appréciées lots par lot.

Un opérateur économique peut se voir attribuer la totalité des lots.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 4 sur 25

Volumétrie :**Lot n° 01 Prestations de nettoyage des locaux du Siège et ses annexes :****Descriptif indicatif des surfaces par site :**

SITE		Zone 0	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Hors zone		Observations
1	Siège+OS sud	2403,30	8715,69	496,78	0,00	726,00	Parking	
2	Rothschild (DSN)	900	6319,96	303,62	0,00	0,00		Extensions à prévoir
3	Campus Picpus	326,60	10620,24	1330,60	0,00	1444,00	Parking	
4	Bicêtre DPC (Jaboulay)	0,00	782,48	49,54	0,00	0,00		
4	Bicêtre DPC (Broca)	0,00	277,00	52,00	0,00	8621,31	Archives, Musée	
						6279,86	Parking	
5	FSM	0,00	2539,55	108,9	0,00	0,00		
6	CSP (Charenton)	0,00	912,10	58,26	0,00	0,00		
7	DRS (Charenton)	0,00	264,9	56,4	0,00	0,00		
8	Steg	497,51	6696,67	870,67	201,85	0,00		Extensions à prévoir
9	Saint-Louis	0,00	2289,50	101,56	0,00	0,00		
10	Hôtel Dieu	0,00	712,54	44,68	0,00	0,00		
11	La Collégiale	0,00	364,30	34,95	0,00	0,00		
12	Pitié-Salpêtrière (La Case+ OS IFSI)	0,00	272,02	28,54	0,00		5 frigos	Extensions à prévoir
13	DRCI -Quai Jemmapes	31,00	745,43	98,86	0	0		
TOTAL		4158,41	41512,38	3635,36	201,85	17071,17		

Prestations quotidiennes	Surfaces indicatives par zone (m²) avec projection des ouvertures et fermetures	Bon de commande / BC Forfait semestriel / FS Forfait annuel / FA
Nettoyage des locaux Zone 0 / m²	4158,41	BC Forfait mensuel /m²
Nettoyage des locaux Zone 1 / m²	41512,38	BC Forfait mensuel /m²
Nettoyage des locaux Zone 2 / m²	3635,36	BC Forfait mensuel /m²
Nettoyage des locaux Zone 3 / m²	201,85	BC Forfait mensuel /m²
Prestations bi-mensuelles	Entretien de 5 réfrigérateurs doubles portes	BC Forfait mensuel

AP-HP RC.14 17/07/2023	Consultation n°25.091 Dernière mise à jour du : 17/04/2025	ACHAT Page 5 sur 25
------------------------------	---	------------------------

Prestations semestrielles	Surfaces	
Magasins et réserves du musée des archives (Bicêtre)	8621,31m ²	BC semestriel Forfait/m ²
Parkings et rampes d'accès Siège	726m ²	BC semestriel Forfait/m ²
Parkings et rampes d'accès à Picpus	1444 m ²	BC semestriel Forfait/m ²
Total surface/semestre	10791,31m²	
Prestations annuelles	Surfaces	
Parkings et rampes d'accès à Bicêtre	6279,86 m²	BC annuel Forfait/m ²

Lot n° 02 Prestations de nettoyage de la vitrerie du Siège et ses annexes :

Sites	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3	Catégorie 4	Catégorie 5	Catégorie 6	TOTAL par site
Siège	2315		830				3145
Rothschild	1009		30		47		1086
Campus Picpus			261		1858	933	3052
Jaboulay (Bicêtre)	140						140
F.S.M.	526		53				579
Charenton (CSP)	211						211
Charenton (DRS)	250						250
Steg	2079		220				2299
Saint-Louis	8		370		73		451
Hôtel-Dieu			320				320
La Collégiale	135						135
Pitié-Salpêtrière	183						183
Quai de Jemmapes	210						210
TOTAL par catégorie	7066	0	2084	0	1978	933	12061

Les locaux et annexes du siège comportent (surfaces recensées à ce jour) 4 catégories de vitres à nettoyer :

- Catégorie 1 : vitres accessibles
- Catégorie 3 : vitres accessibles par perche télescopique
- Catégorie 5 : les vitres accessibles avec l'aide de nacelle mobile
- Catégorie 6 : les vitres accessibles avec l'aide d'une équipe spécialisée d'alpinistes

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 6 sur 25

Catégorie de vitres		Type de carreaux	Surfaces non déployées en m ²	Fréquence d'intervention (indicative)
Catégorie 1	Vitres accessibles	Petit	3274	2 passages par an
		Grand	647	2 passages par an
		Grand (Siège)	2315	1 passage par an
		Baie (Siège)	830	1 passage par an
Catégorie 2	Vitres accessibles avec point d'ancrage (existant)	Petit	0	
		Grand	0	
		Baie	0	
Catégorie 3	Vitres accessibles par perche télescopique	Petit	1833	2 passages par an
		Grand	251	2 passages par an
		Baie	0	
Catégorie 4	Vitres accessibles avec l'aide d'une nacelle installée sur bâtiment	Petit	0	
		Grand	0	
		Baie	0	
Catégorie 5	Vitres accessibles avec l'aide d'une nacelle mobile	Petit	120	2 passages par an
		Grand	0	
		Grand (Picpus)	1858	2 passages par an
		Stores (Picpus)	1450	1 passage par an
		Baie	0	
Catégorie 6	Vitres accessibles avec équipe spécialisée d'alpinistes	Petit	0	
		Grand	933	1 passage par an
		Baie	0	
		Pose de point d'ancrage		
		Contrôle réglementaire point d'ancrage	30	

1.3 Durée :

Le marché est conclu pour une durée ferme de 3 ans à partir de la date de notification, reconductible une fois expressément pour un an.

Toutefois les bons de commandes émis avant la date d'échéance des accords-cadres issus de la consultation demeurent exécutoires pour une durée de trois mois après la date de fin des marchés.

Les marchés issus de la présente consultation seront résiliables sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin du marché.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

1.4 Prix

1.4.1 Forme des prix

Au sens de l'article R. 2112-6 du Code de la commande publique, le marché est conclu sous la forme de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées.

1.4.2 Typologie des prix

Les prix des marchés sont révisables au sens des articles R2112-15 à R2112_18 du Code de la Commande publique et dans les conditions déterminées dans l'article 3.2 CCAP de la présente consultation.

1.4.3 Modalités essentielles de financement et de paiement

L'exécution du marché sera financée par le budget du Siège de l'AP-HP.

Le ou les fournisseurs seront dispensés du versement de la retenue de garantie.

Conformément à l'article R. 2112-5 du Code de la Commande Publique, les conditions administratives et techniques auxquelles sont subordonnés l'ordonnement et le paiement sont précisées dans le CCAP.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum sur la durée totale du marché.

Le Titulaire est engagé pour le montant maximum de 4 800 000€HT sur la durée totale du marché réparti comme suit :

- **Lot n°1 :** 4 400 000 € HT
- **Lot n°2 :** 400 000 € HT

Clause sociale : Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'AP-HP a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le CCAP de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable sur le lot n°1 de la présente consultation.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, l'AP-HP a mis en place un dispositif d'accompagnement

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 8 sur 25

mis en œuvre par

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect des clauses du CCAP de la présente consultation.

2. Modalités de la consultation

2.1 Choix de la procédure de passation

La présente consultation est mise en œuvre sous la forme suivante : Appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2124-1, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera couvert par l'accord international sur les marchés publics (AMP).

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat est invité à faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

2.2 Date limite de remise des candidatures et des offres

La date limite de remise des plis est fixée au : **30 juin 2025 à 12 :00.**

Ce délai peut être prolongé dans les conditions fixées à l'article R.2151-4 du code de la commande publique :

- Lorsqu'un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de la candidature et l'offre, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique ;
- Lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation.

La durée de la prolongation est proportionnelle à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Les offres reçues hors délais sont éliminées, et ceci, dans l'éventualité même d'un dépassement de quelques secondes de la date limite de remise des offres au moment du dépôt.

2.3 Variante

La proposition de variante n'est pas autorisée.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Il n'est pas prévu de PSE.

2.5 Délai de validité des candidatures et des offres

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de remise de l'offre.

2.6 Modification du dossier de consultation

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications aux spécifications techniques obligatoires du CCTP dans le cadre de l'offre proposée en solution de base.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 9 sur 25

Ils doivent respecter l'intégralité des prescriptions.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter **au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres et des candidatures**, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n'altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié. Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Groupement de candidats

Le candidat peut se présenter sous forme de groupement sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Dans ce cas, le formulaire DC1 ou équivalent devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les actes d'engagement et les annexes financières devront être soit co-signés par l'ensemble des entreprises groupées, soit signés par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.

Chaque membre du groupement doit fournir les documents listés à l'article « Constitution des dossiers de candidature et des dossiers d'offre ».

Un même candidat ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. De même, le candidat n'est pas autorisé à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s) ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R. 2142-24 du Code de la commande publique, le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire pour l'exécution du marché public, de chacun des membres constitutifs pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

En cas de groupement un outil de co-signature est disponible sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> en cliquant sur l'item Outils informatiques.

2.8 Sous-traitance

Si la déclaration de sous-traitance est réalisée au moment de l'offre :

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Par ailleurs, conformément aux articles ci-dessus et, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- L'assurance du sous-traitant ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie.

Chaque demande de sous-traitance doit faire l'objet d'un document DC4 ou équivalent ; les moyens techniques et humains des sous-traitants doivent être présentés.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 10 sur 25

2.9 Visite des candidats

La visite des lieux d'exécution du marché est **obligatoire**.

Elle est individuelle et doit avoir lieu les 10, 11 et 12 juin 2025.

Les visites se déroulent à l'adresse du SIEGE et des différents sites de l'AP-HP cité en dessus.

ATTENTION

Il est rappelé que la réalisation effective de la visite conditionne la validité de l'offre. A cet effet, une fiche de visite de site sera remplie conformément à l'article suivant attestant de la réalisation de la visite et devra être joint à l'appui de la remise des offres.

2.9.1 Modalités d'organisation de la visite

Il appartient au candidat de contacter les référents des différents sites concernés afin d'organiser le jour et l'heure de la visite :

Pierre TAMBIDORE

Responsable du Pôle

Direction des Ressources du Siège

55, boulevard Diderot

75610 Paris Cedex 12

01.40.27.18.81

06.46.58.31.55

pierre.tambidore@aphp.fr

Elisa MAMMAR

Responsable Adjointe

Direction des Ressources du Siège

55, boulevard Diderot

75610 Paris Cedex 12

01.40. 27.38.81

06.16.85.06.88

elisa.mammar@aphp.fr

Lionel BACQUE

Responsable Environnement

Direction des Ressources du Siège

55 boulevard Diderot

75610 Paris Cedex 12

01.40. 27.42.15

06.31.84.42.20

lionel.bacque@aphp.fr

Il vous appartient également de vous munir de la fiche jointe en annexe du présent règlement de consultation

La fiche de visite signée par le représentant du site est à remettre avec votre offre.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 11 sur 25

2.9.2 Questions pendant la visite

Aucune réponse orale n'est apportée aux questions du candidat pendant la visite.

Le candidat doit poser ses questions via l'espace « Question » associé à la consultation de la plate-forme de dématérialisation <https://www.marches-publics.gouv.fr/> selon les modalités décrites dans le présent règlement de consultation au chapitre « Renseignements complémentaires ».

ACHAT transmet ensuite une note d'information comprenant les questions et les réponses à l'ensemble des candidats qui ont ainsi les mêmes éléments en leur possession afin de constituer leur offre.

3. Constitution des dossiers de candidature et des dossiers d'offre

3.1 Conditions de langue

La langue utilisée pour présenter les candidatures et les offres est le français.

Conformément à l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées uniquement si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

3.2 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

3.2.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- Formulaire DC2 ou équivalent : déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ;
- Attestation Russie : Déclaration sur l'honneur sur la situation du candidat vis à vis de la Russie ;
- Attestation fiscale : attestation de régularité fiscale délivrée au 31/12 de l'année n-1 par le comptable public ou équivalent ;
- Une attestation de versement de cotisations et de fourniture de déclarations sociales datant de moins d'un an et émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales. Les candidats peuvent obtenir cette attestation directement sur le site de www.urssaf.fr en adhérant au service "mon urssaf en ligne" ;

3.2.2 Capacité :

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration de bilan : bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ;
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 12 sur 25

• Références de service similaires : présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.

Si le signataire des pièces de candidature et des offres n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au nom du signataire est nécessaire.

Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le K-bis à l'exclusion des dénominations abrégées et commerciales.

Les éléments relatifs à la candidature doivent être clairement identifiés comme tels.

En cas de non présentation dans le dossier de candidatures, ces documents doivent être fournis dans les délais impartis par le RPA et indiqués dans la demande de complément de candidature.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <https://aphp.fr>.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espdl/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 13 sur 25

3.3 Offre technique et financière

3.3.1 Documents obligatoires

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) par lot. Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- Les Annexes financières dûment complétées et signées ;
- Imprimé DC4 ou équivalent en cas de sous-traitance (date et signature électroniques obligatoires) ;
- Le certificat de visite pour chacun des sites concernés par le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) le candidat dépose une offre ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) dûment renseigné et signé ;
- Un mémoire technique.

La signature des documents ci-dessus est souhaitée dès le dépôt des plis, cependant l'absence ou l'invalidité de la signature constatée lors de l'ouverture des plis n'est pas éliminatoire. En tout état de cause, le candidat demeure engagé par son offre.

Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations ou des articles désignés.

Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l'administration. Tout ajout ou suppression peut entraîner l'élimination du candidat.

Dans le cas de groupement de candidats, l'acte d'engagement ainsi que les annexes financières devront être signés électroniquement soit par le mandataire expressément désigné et tous les membres soit par le mandataire du groupement, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises.

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionnent la validité de l'offre.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

3.3.2 Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP

- Un extrait du Kbis ou équivalent (datant de moins de trois mois à la date d'envoi de la candidature) ainsi que la composition du capital.
- Un RIB
- Une facture vierge (les conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues).
- Le Manuel Qualité, si la société est certifiée selon la norme ISO 9001

La production des documents listés ci-dessus dûment complétés contribue à la validité de l'offre. La faculté de régularisation des offres, telle que prévue à l'article R 2152-2 du Code de la commande publique, est laissée à la discrétion de l'administration.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 14 sur 25

offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

3.4 Présentation des candidatures et des offres dématérialisées

Lors de la transmission par voie électronique, l'enveloppe du candidat sera constituée de deux dossiers intitulés :

- « **Candidature** » comprenant les éléments demandés à l'article relatif aux « éléments nécessaires à la sélection des candidatures »
- « **Offre technique et financière** » comprenant les éléments demandés à l'article relatifs aux « éléments nécessaires au choix de l'offre ».

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

L'offre doit être présentée selon des formats utilisés dans les documents du DCE

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les documents suivants doivent être présentés dans un format et une version informatique a minima compatible avec les fichiers téléchargés sur la plate-forme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> :

- Acte d'engagement ;
- Annexes financières ;
- Cadre de réponse technique.

Les fichiers du pli dématérialisé doivent respecter une règle de nommage

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

- le nom de l'opérateur économique (ex : société, association, personne publique) : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :

- la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

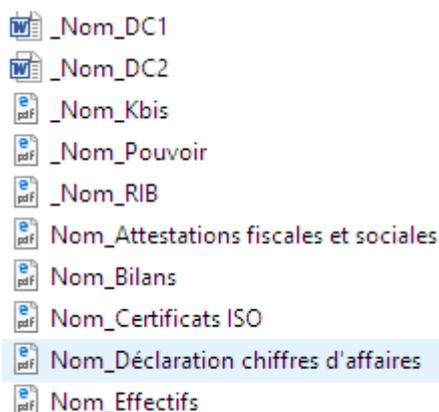
Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf exemple). Ces pièces sont notamment :

- l'Acte d'engagement
- Le CCAP et ses annexes
- Le CCTP et ses annexes
- le CDRF
- le CDRT
- la délégation de pouvoir ou de signature
- le DC1
- le DC2
- le K Bis
- l'attestation de régularité des certificats fiscaux et sociaux
- le RIB

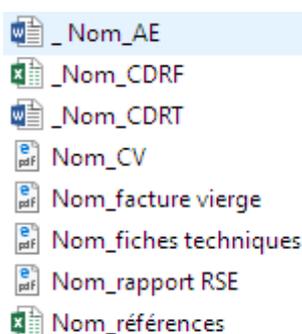
Exemple :

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 15 sur 25

- Pour le dossier relatif aux pièces de candidature :



- Pour le dossier relatif aux pièces de l'offre



Ce format permettra le traitement par ACHAT, des données transmises. Il est entendu que les documents fournis par le candidat étant certifiés par la signature électronique, ne seront aucunement modifiés par ACHAT (hormis la partie administrative de l'acte d'engagement – p1 et 3).

4. Conditions d'envoi et de remise des plis

La remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat et pour un même lot, seule est ouverte la dernière offre reçue, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des candidatures et des offres.

La transmission des documents sur support papier ou sur support physique électronique entrainera l'irrégularité de l'offre du candidat (hors dépôt de la copie de sauvegarde).

En application de l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique, les candidats doivent répondre via le site dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

**Les plis électroniques devront impérativement être déposés
sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

Pour répondre sous forme dématérialisée, le candidat doit être inscrit sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et la personne habilitée à engager le candidat doit être titulaire d'un certificat électronique afin de signer les fichiers composant sa réponse.

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 16 sur 25

Les documents constitutifs de l'offre (acte d'engagement, annexes financières et cadre de réponse technique) devront être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique valide.

L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l'acte d'engagement et les annexes financières.

Attention, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Le certificat de signature électronique utilisé doit être conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 (certificat qualifié et conforme au règlement « eIDAS ») ; les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre Etat-membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019.

Les candidats doivent prévoir un délai d'obtention pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme

Pour que le candidat puisse procéder à un dépôt de plis électronique et à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur qui respecte les prérequis de la plate-forme de dématérialisation :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Afin d'acquiescer ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible dans la rubrique « Aide » sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

A l'exception des documents nécessitant d'être co-signés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, l'ensemble des membres du groupement doivent signer en utilisant à tour de rôle l'outil de signature disponible sur la plate-forme de dématérialisation.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Par ailleurs, si l'un des formulaires constitutifs la candidature ou de l'offre du candidat est modifié après signature, le « couple » document signé et document de signature ne seront plus cohérents. La signature du document sera alors invalide. Il faut dans ce cas renouveler l'opération de signature du document modifié.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 17 sur 25

2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrement de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Copie de sauvegarde

Lorsque, conformément à l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique, la candidature et l'offre sont envoyées par voie électronique, une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

**ACHAT
CHU de Bicêtre
Bâtiment Pierre Lasjaunias
Porte 77
78 rue du Général Leclerc
94270 LE KREMLIN-BICETRE
(Cf. annexe jointe - plan d'accès)**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsqu'ACHAT a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à ACHAT dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais ou en cas d'absence de réussite d'ouverture de ces documents.

5. Sélection des candidatures et analyse des offres

L'enregistrement et le jugement des offres sont effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

5.1 Sélection des candidatures

Les candidatures sont appréciées selon les capacités techniques, professionnelles et financières du candidat.

5.2 Analyse des offres

Pour le jugement, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) procède comme indiqué aux articles R. 2152-6 à R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Sur les deux lots les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

AP-HP RC.14 17/07/2023	Consultation n°25.091 Dernière mise à jour du : 17/04/2025	ACHAT Page 18 sur 25
------------------------------	---	---------------------------------------

Critère n° 1 : Prix	50 %
Prix	100%

Critère n° 2 : Valeur technique	40 %
Sous-critère a : Organisation générale des prestations et moyens humains/ Formation des personnels	30 %
Sous-critère b : Organisation des prestations techniques sur le terrain / Organisation opérationnelle	25%
Sous-critère c : Matériel, méthodes et produits utilisés	25%
Sous-critère d : Modalité de gestion de ressources humaines / sécurité / situations exceptionnelles	20%

Critère n° 3 : Développement durable	10 %
Sous-critère a : Démarche environnementale dans le cadre de l'exécution des prestations	50 %
Sous-critère b : Démarche sociale dans le cadre de l'exécution des prestations	50 %

Sur les deux lots, pour le critère 2 « Qualité technique de l'offre » une note éliminatoire fixée à 12/20 est applicable. Tout candidat ayant obtenu une note inférieure à cette dernière sera éliminé.

Au vu des critères pondérés de jugement des offres, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des soumissionnaires par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

Les offres sont examinées lot par lot.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix. En cas de refus, son offre est éliminée comme irrégulière.

Une offre peut être déclarée inacceptable si son prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut déclarer la consultation infructueuse.

En application des articles R. 2185-1 à R. 2185-2 du Code de la commande publique, la procédure peut être déclarée sans suite par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

6. Notification des résultats

En cas d'absence des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent mentionnés ci-dessus, le candidat contribuable devra obligatoirement produire ces documents sous un délai de 5 jours à compter de la date de réception de la demande confirmée par lettre avec accusé de réception.

Au cas où ces documents ne parviendraient pas à ACHAT dans les délais impartis, la même demande sera

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 19 sur 25

faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produit en outre dans les mêmes conditions les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du travail (Les documents mentionnés dans la partie F1, ou si le candidat est domicilié à l'étranger, dans la partie G du formulaire NOTI 1 ou équivalent).

Dès réception des imprimés OUV7 et des attestations de régularité fiscale et sociale ou équivalent (pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail), l'ensemble des candidats est informé par courrier transmis par voie électronique.

Si la signature électronique est invalide, l'attributaire du marché devra signer l'acte d'engagement et ses annexes financières, cette signature conditionnera la validité du marché.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plate-forme de dématérialisation une copie de l'acte d'engagement. S'il souhaite procéder au nantissement des créances nées de l'exécution du marché, il lui appartient de solliciter la remise d'une copie revêtue de la mention « exemplaire unique ».

7. Avances

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique

8. Voies de recours

Cette consultation peut faire l'objet :

- d'un référé précontractuel : avant la conclusion du marché et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 à L551-12 du code de justice administrative ;
- d'un référé contractuel : dans les conditions définies aux articles L551-13 et L.551-23 et suivants du Code de Justice Administrative ;
- d'un recours de plein contentieux : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché public.

Après du Tribunal Administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Organe chargé des procédures de médiation : Médiateur de la république

Contact : consulter la rubrique « où trouver les délégués ? » sur <http://www.mediateur-republique.fr/>

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

9. Renseignements complémentaires

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question sur un fichier informatique type Word ou PDF au plus tard le 16/06/2025 à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans la section « Question ».

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 20 sur 25

ACHAT transmet les réponses à ces questions au plus tard 6 jours avant la date limite des remises des offres par courriel via la plateforme de dématérialisation à l'adresse indiquée par les candidats lors du téléchargement du dossier sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 21 sur 25

Annexe 1 : Plan pour la remise des copies de sauvegarde et des éventuels échantillons



Les candidats sont invités à prendre leurs dispositions pour l'accès au site dans le cadre des formalités de contrôle du plan VIGIPIRATE

C.H.U de BICETRE
78, Rue du Général Leclerc
94 270 Le Kremlin Bicêtre

AP-HP RC.14 17/07/2023	Consultation n°25.091 Dernière mise à jour du : 17/04/2025	ACHAT Page 22 sur 25
------------------------------	---	-------------------------

Annexe 2: FICHE DE VISITE LOT 1

Référence de la consultation	25.091
Objet de la consultation	Le marché a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie, des locaux du Siège et ses annexes de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.
Date limite de dépôt des offres	30 juin 2025 à 12:00
Raison sociale du candidat	
SIRET	
Adresse	
Nom et prénom	
Adresse électronique	
Numéro de télécopie	

A renseigner par le candidat :

Nous, **[Nom du candidat]**

avons effectué la visite du site **[Nom du site visité]**

en date du __/__/2025 conformément aux dispositions mentionnées dans le RC.

A _____, le __/__/2025

Signature :

Cachet de la société :

A renseigner par le représentant de l'AP-HP à l'issue de la visite :

La visite a été effectuée le __/__/2025 de __ h __ à __ h __.

Signature du représentant de l'AP-HP :

NOM – Prénom :

Fonction :

Signature :

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 23 sur 25

FICHE DE VISITE LOT 2

Référence de la consultation	25.091
Objet de la consultation	Le marché a pour objet des prestations de nettoyage de la vitrerie, des locaux du Siège et ses annexes de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris.
Date limite de dépôt des offres	30 juin 2025 à 12:00
Raison sociale du candidat	
SIRET	
Adresse	
Nom et prénom	
Adresse électronique	
Numéro de télécopie	

A renseigner par le candidat :

Nous, **[Nom du candidat]**

avons effectué la visite du site **[Nom du site visité]**

en date du __ / __ /2025 conformément aux dispositions mentionnées dans le RC.

A _____, le __ / __ /2025

Signature :

Cachet de la société :

A renseigner par le représentant de l'AP-HP à l'issue de la visite :

La visite a été effectuée le __ / __ /2025 de __ h __ à __ h __.

Signature du représentant de l'AP-HP :

NOM – Prénom :

Fonction :

Signature :

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 24 sur 25

Annexe 3 : Modèle type Attestation RUSSIE

ACHATS CENTRAUX HOTELIERS,
ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

Identification du candidat

Muriel BROSSARD-LAHMY
Directrice
Tel : 01.53.14.69.61
Secr :01.53.14.69.60

ATTESTATION

Le.....

Je soussigné,, représentant légal de la société,

Candidat à l'attribution du marché issu de la consultation n°25 .091 relative à prestations de nettoyage de la vitrerie, des locaux du Siège et ses annexes de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris;

Ou

Agissant en qualité de sous-traitant de l'entreprise XXX candidat à l'attribution du marché relatif à

Déclare sur l'honneur :

- Ne pas être un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- Ne pas être détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- Ne pas agir pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- Ne pas avoir recours à un ou des sous-traitant, fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru pour exécuter ce marché qui se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et dont le montant des prestations ou fournitures représente plus de 10 % de la valeur du marché.

Je suis par ailleurs informé(e) que l'établissement d'une fausse déclaration, incomplète ou erronée m'expose à des sanctions pénales et à la résiliation du marché dont je suis titulaire.

Date et signature de la personne habilitée

AP-HP	Consultation n°25.091	ACHAT
RC.14 17/07/2023	Dernière mise à jour du : 17/04/2025	Page 25 sur 25